

Prentice Hall Law & Business/Harcourt Brace Jovanovich, Publishers, update service), vol. II, chapitre 13.

10. Le Mémoire de 1966 id., adoptait la position selon laquelle l'article 85 ne s'applique pas aux ententes relatives au transfert de la totalité ou d'une partie de la propriété des entreprises.
11. British American Tobacco Co. Ltd., et al. v. the Commission, CMR 14,405.
12. Pour une analyse de cette affaire, voir par exemple Frank L. Fine, "The Phillip Morris Judgment: Does Article 85 Now Extend to Mergers", 1987 ECLR 333. Voir également l'opinion de l'Avocat général de la CE dans cette affaire, CMR 14,405, à p. 17,776.
13. Voir CMR 10,981.
14. Voir Règlement (CEE) No. 4064/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration, JOCE No L 395, 30.12.1989, Article 3.
15. Pour une analyse plus poussée de l'application possible du Règlement relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises aux coentreprises, voir par exemple James S. Venit, "The Evaluation of Concentrations Under Regulation 4064/89: The Nature of the Beast" (projet), présenté au colloque du Fordham Corporate Law Institute sur les fusions et les coentreprises internationales, les 18 et 19 octobre 1990 à New York.
16. Règlement relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises, article 1.
17. Francesco Gianni, "Merger Control Under EEC Law", dans Acquisitions and Investment in the New Europe: The Legal and Strategic Environment, une collection d'ouvrages présentés à la conférence présidée par Thomas P. D'Aquino à Toronto, le 30 mai 1990, p. 8.
18. Id., article 21.
19. Id., article 21(3). D'autres intérêts reconnus incluent la pluralité des médias et les règles de prudence. La désignation de tout autre intérêt comme étant légitime est sous réserve d'examen par la Commission de la CE.
20. Id., article 9.
21. Sir Leon Brittan (Commissaire de la CE responsable de la politique de concurrence) Competition Policy in the European Community: The New Merger Regulation, allocution prononcée devant la Chambre de commerce de New York, le 26 mars 1990.